

Les résultats 2013

de l'enquête CIAN

Cette 25^e édition du Baromètre CIAN présente, pour 31 pays d'Afrique sur la période 2012-2014, les perspectives d'activités des entreprises françaises implantées sur le continent ainsi que leur appréciation de l'environnement des affaires. Ce témoignage des opérateurs de terrain lui confère sa singularité et en fait un outil de référence pour les investisseurs.

Le Baromètre CIAN est élaboré à partir d'une enquête menée chaque été auprès des responsables de filiales ou de sociétés installées en Afrique. Ces chefs d'entreprise sont appelés à apprécier plusieurs points, divisés en deux parties :

- **une partie conjoncturelle** sur les perspectives d'activité de l'établissement : chiffre d'affaires, investissements, rentabilité, créances sur l'État et créances sur le secteur privé local ;
- **une partie structurelle** sur la perception de l'environnement des affaires dans le pays d'activité : 39 critères répartis en sept grands postes – infrastructures, administration, économie et finance, social, socio-culturel, coûts des facteurs et développement durable.

En 2013, ce sont 514 dirigeants d'entreprises qui ont témoigné de la marche de leurs activités sur l'ensemble du continent africain (70 en Afrique du Nord, 183 en Afrique de l'Ouest, 121 en Afrique Centrale et 140 en Afrique Australe, Orientale et océan Indien).

La tendance générale des résultats s'inscrit dans la droite ligne des années précédentes – les entreprises mènent des activités prospères malgré un environnement des affaires africain difficile – mais l'analyse par région permet de nuancer ce pano-

rama continental. Néanmoins, se dégage un point commun à chacune des quatre régions : une dégradation générale de l'environnement des affaires dans lequel opèrent les investisseurs.

Bilan de l'activité des entreprises 2012-2014

Méthodologie

L'enquête porte sur la tendance de cinq indicateurs sur les exercices 2012, 2013 et 2014 :

- **chiffre d'affaires** : croissance, stagnation, baisse ;
- **investissements** : hausse, interruption, baisse ;
- **résultats** : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible ;
- **niveau des créances sur le secteur privé local** : élevé, normal, faible.

Les graphiques, sur la page suivante, présentent les tendances par grandes zones géographiques, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 31 pays faisant l'objet d'une évaluation cette année.

L'Afrique est un marché dynamique et en plein essor, l'activité des entreprises qui y sont investies l'illustre. Pour la grande majorité d'entre elles, les perspectives sont positives.

Leurs chiffres d'affaires (CA) sont en augmentation et devraient continuer à l'être pour l'année à venir : 58 % des entreprises sondées déclarent un CA en hausse en 2012, 51 % en 2013 et 62 % en 2014.

C'est en Afrique de l'Ouest que la tendance, bien que bonne, est la plus basse : 52 % en 2013 et 58 % en 2014. Les prévisions sont les plus encourageantes au Maghreb où en 2013, seulement 44 % des sociétés affichaient un CA en croissance alors qu'elles sont 20 % de plus (64 %) à le prévoir pour 2014.

Certains pays se distinguent par des perspectives

REMERCIEMENTS

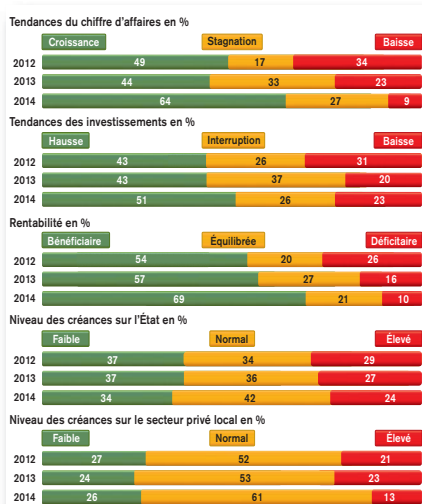
Les responsables de l'enquête CIAN remercient chaleureusement chacune des entreprises ayant pris le temps d'y répondre ainsi que toutes les structures qui ont bien voulu en assurer une large diffusion localement : adhérents du CIAN, conseillers du commerce extérieur, chambres de commerce et d'industrie françaises locales, organismes patronaux, missions économiques et ambassades de France.

Les réponses obtenues directement des opérateurs font de ce Baromètre le seul témoignage du terrain existant à la disposition des investisseurs et acteurs du développement africains. Sont évalués uniquement les pays pour lesquels le nombre de réponses reçues est estimé suffisant proportionnellement à la présence économique française sur place.

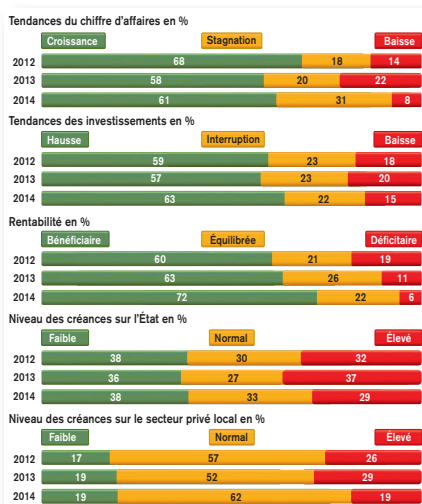
ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

Activité des entreprises 2012-2014

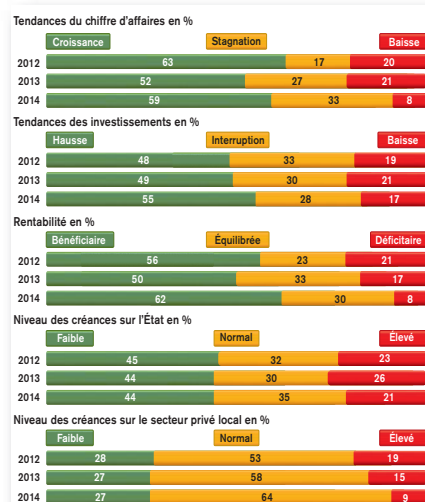
Afrique du Nord



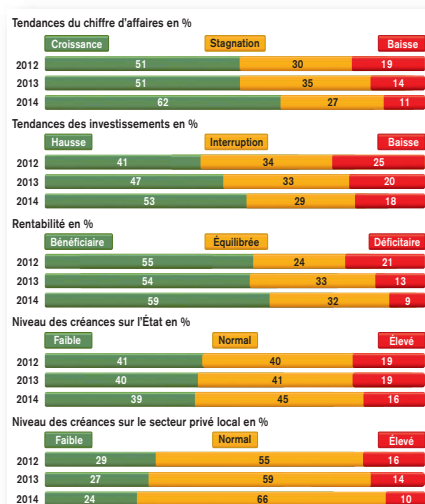
Afrique Centrale



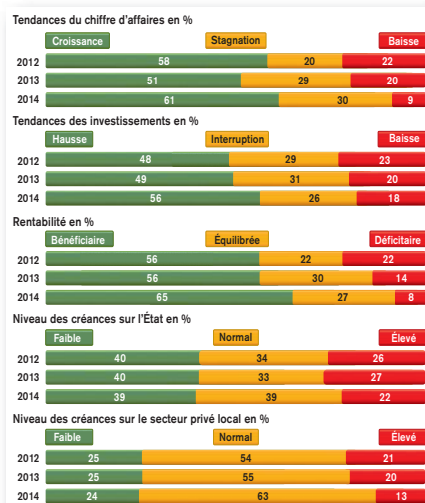
Afrique de l'Ouest



Afrique Australe, Orientale et Océan Indien



Afrique (Continent)



BAROMÈTRE CIAN 2013

INFRASTRUCTURES

Réseau routier
Réseau ferré
Réseau portuaire
Réseau aérien local
Eau et assainissement
Distribution électrique
Réseau téléphonique
Réseau internet

ADMINISTRATION

Efficacité
Incitation à l'investissement
Douanes : Tarifs
Procédures de dédouanement
Fraude
Environnement fiscal
Système judiciaire : Délais des procédures
Équité des jugements
Droit foncier

ÉCONOMIE-FINANCE

Banques : Qualité du secteur bancaire
Accès et coût du crédit aux entreprises
Financement des importations
Impact du secteur informel

SOCIAL

Droit du travail
Encadrement : Qualité et stabilité
Main d'œuvre : Qualité et stabilité
Système de formation
Taux d'absentéisme
Système de santé

SOCIO-CULTUREL

Sécurité des personnes
Fiabilité des partenaires
et interlocuteurs
Niveau de corruption

COÛT DES FACTEURS

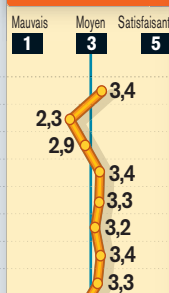
Énergie : Électricité
Fuel
Télécommunications
Main d'œuvre
Transport : Routier
Maritime
Aérien

DÉVELOPPEMENT DURABLE

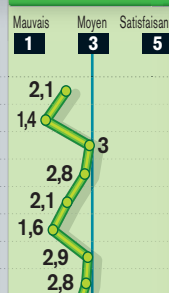
Protection de l'environnement
Respect de l'humain

NOTE MOYENNE

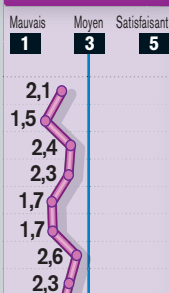
MAGHREB



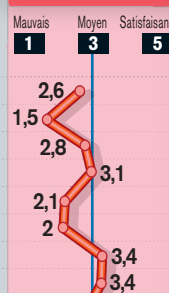
AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)



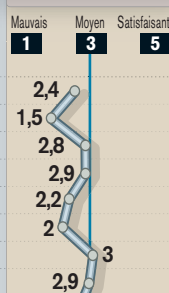
AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)



AFR. AUSTRALE, ORIENTALE & OCÉAN INDIEN



AFRIQUE (Continent)



ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

positives ou négatives nettement affirmées, mettant en évidence la vitalité des marchés d'Afrique anglophone alors que les marchés francophones montrent une certaine atonie :

- **Algérie** : 57 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013, 86 % pour 2014
- **Bénin** : 83 % des entreprises affichent un CA en stagnation ou en baisse en 2013 et pour 2014
- **Ghana** : 63 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013, 94 % pour 2014
- **Guinée** : 81 % des entreprises affichent un CA en stagnation ou en baisse en 2013 et pour 2014
- **Congo** : 79 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013, 88 % pour 2014
- **Kenya** : 88 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013 et pour 2014
- **Zambie** : 100 % des entreprises affichent un CA en croissance en 2013 et pour 2014 !

La tendance des investissements est positive mais moins accentuée que celle du chiffre d'affaires. À l'échelle continentale, 48 % des sociétés ont réalisé une hausse de leurs investissements en 2012, 49 % en 2013 et 56 % la prévoient en 2014. Ces investissements ont été les plus importants en Afrique Centrale où 59 % des entreprises les ont augmentés en 2012, 57 % en 2013 et 63 % pour 2014. Le Maghreb a marqué le pas en 2013 avec 57 % des entreprises qui ont stoppé ou diminué leurs investissements. La tendance devrait s'équilibrer en 2014 où elles sont 51 % à y prévoir une reprise de leurs investissements. Deux pays s'illustrent particulièrement : le Kenya où les sociétés prévoient à 88 % une hausse de leurs investissements pour 2014 et le Burundi où elles sont, au contraire, 60 % à prévoir une baisse.

En dépit des aléas sociaux et géopolitiques qui font l'actualité africaine, le continent demeure l'un des plus rentables au monde. En effet, alors que les entreprises connaissent d'importantes difficultés sur les marchés européens, elles se portent particulièrement bien en Afrique : 56 % des sondées affichent des résultats bénéficiaires en 2012 et 2013, et les prévisions sont de 65 % pour 2014. La région la plus rentable est l'Afrique Centrale où les entreprises sont 60 % à faire des bénéfices en 2012, 63 % en 2013 et 72 % pour 2014. Au Cameroun et au Congo, elles sont plus de 80 % à en prévoir pour 2014. À l'inverse, c'est en Afrique de l'Ouest que les taux de rentabilité sont les moins hauts. En 2013, la moitié des entreprises interrogées n'ont pas fait de profits. Elles prévoient une reprise pour 2014 où 62 % attendent des résultats bénéficiaires mis à part dans certains pays telle la Guinée où elles sont 50 % à prévoir des pertes.

Dernier indicateur, le niveau des créances des entreprises sur l'État et sur le secteur privé local.

Au niveau continental, le retard ou défaut de paiement n'est pas perçu comme un obstacle important à la marche des affaires. Ainsi, le niveau des créances, étatiques et privées confondues, n'est jugé élevé que par 23,5 % des entreprises en 2012 et 2013 et 17,5 % pour 2014. En Afrique Centrale, les arriérés sont les plus élevés et notamment concernant les créances sur l'État : 32 % des sondées estiment leur niveau élevé en 2012, 37 % en 2013 et 29 % pour 2014.

L'environnement des affaires en 2013

Méthodologie

L'entreprise donne sa perception sur l'environnement des affaires du pays dans lequel elle opère, en qualifiant 7 postes, répartis en 39 critères, de mauvais (1), moyen (3) ou satisfaisant (5) :

- **infrastructures** : 8 critères
- **administration** : 9 critères
- **économie et finance** : 4 critères
- **social** : 6 critères
- **socio-culturel** : 3 critères
- **coût des facteurs** : 7 critères
- **développement durable** : 2 critères

Le graphique général du Baromètre CIAN présente les résultats par grandes zones géographiques. Sur les pages suivantes, les fiches de conjoncture synthétisent les points forts et les points faibles de l'environnement des affaires des 31 pays faisant l'objet d'une évaluation cette année.

Les tendances et perspectives d'affaires évoquées plus haut feraient rêver n'importe quelle entreprise hexagonale dans la période de morosité économique actuelle, mais elles sont à rapprocher d'une moyenne beaucoup moins attrayante : 2,39 sur 5, soit la note moyenne de l'environnement des affaires tel qu'il est perçu en Afrique. Là est toute la complexité du marché africain, un potentiel hors norme dans un environnement extrêmement difficile. Les entreprises françaises qui y sont investies parviennent à l'appréhender grâce, bien entendu, à des efforts de gestion permanents et adaptés aux spécificités locales, mais surtout à une véritable expertise africaine issue de leur connaissance historique du continent.

Plutôt stable les années précédentes, l'environnement des affaires connaît une dégradation certaine en 2013 et pour la première fois au cours des dix dernières années, passe en dessous de la moyenne avec 2,39 sur 5 contre 2,57 en 2012.

ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE ET PAR PAYS

Environnement des affaires : note moyenne par région/pays

	Note > 2,5/5			Note < 2,49/5	
	2013	2012		2013	2012
Afrique du Nord	2,74	2,83	Afrique de l'Ouest	2,28	2,39
Afrique Australe, Orientale & Océan Indien	2,53	2,74	Afrique Centrale	2,20	2,31
Afrique du Sud	3,28	2,99	Angola	1,99	2,13
Algérie	2,80	2,65	Bénin	2,08	2,50
Burkina Faso	2,57	2,51	Burundi	2,45	2,69
Ghana	2,83	2,60	Cameroun	2,43	2,42
Kenya	2,58	2,59	Centrafrique	1,78	1,73
Maroc	3,18	3,14	Congo	2,13	2,38
Maurice	3,42	3,48	Côte d'Ivoire	2,42	2,44
Ouganda	2,82	2,31	Gabon	2,27	2,24
Tunisie	2,79	2,93	Guinée	1,79	1,95
Togo	2,59	2,41	Guinée Équatoriale	2,38	2,44
			Libye	2,01	2,51
			Madagascar	2,16	2,17
			Mali	2,03	2,28
			Mauritanie	2,49	2,88
			Niger	1,89	2,67
			Nigeria	2,12	2,07
			Rdc	1,66	1,77
			Sénégal	2,34	2,71
			Tchad	1,97	1,78
			Tanzanie	1,99	2,01
			Zambie	2,45	2,50

Cette dégradation se confirme dans la note moyenne des quatre régions et de 19 des 31 pays évalués. En effet, alors que l'année dernière, 14 pays obtenaient une appréciation supérieure à 2,5 sur 5, ils ne sont plus que 10 en 2013. Au niveau régional, la baisse la plus forte est en Afrique Australe, Orientale & océan Indien notée 2,74 en 2012 et seulement 2,53 en 2013.

Parmi les 39 critères soumis à l'appréciation des entreprises, certains sont estimés être des points forts de l'environnement des affaires africain : le réseau aérien local, le réseau téléphonique et Internet, la qualité du secteur bancaire, le droit du travail, le taux d'absentéisme, le coût du fuel, le coût de la main-d'œuvre ainsi que le coût des transports maritimes.

D'autres sont très mal appréciés et sont autant de freins aux activités des opérateurs et donc au développement : la distribution électrique, l'effica-

cité de l'administration et du système judiciaire, l'impact du secteur informel, le niveau de corruption ou encore le souci porté à la protection de l'environnement.

Ces dysfonctionnements contraignent fréquemment les entreprises françaises, au-delà de leur cœur de métier, à prendre des initiatives pour pallier les défaillances des institutions étatiques et accélérer le développement du continent. Ainsi, elles conduisent de nombreuses actions en faveur des communautés locales et leur environnement par le biais d'une démarche RSE de plus en plus affirmée et désormais intégrée à leur politique de développement en Afrique.

Publié en avril 2013, le Guide pratique CIAN « La responsabilité sociale et environnementale des entreprises françaises en Afrique », qui recense plusieurs de ces initiatives, témoigne de cette tendance.

Baromètre CIAN : Enquête et analyse réalisées par Alix Camus, SG adjointe du CIAN.

Environnement fiscal en Afrique

